

**Rapport de la Commission des finances chargée d'étudier le préavis No 3
concernant les autorisations générales de plaider pour la législature 2011-2016**

Nyon, le 16 août 2011

Au Conseil communal de Nyon

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission des finances composée de Messieurs Luciano De Garrini, Pierre Girard, Braulio Mora, Philippe-Jean Perret, Jacques Pittet, David Saugy et Raymond Carrard s'est réunie le mercredi 27 juillet à la Ferme du Manoir. Madame Bernadette Nelissen et Monsieur Olivier Pezzoli étaient excusés. Monsieur Yvan Cornu était absent. Monsieur Jean Bischofberger pas encore assermenté n'a pas été convoqué pour cette séance. La commission a reçu M. le Municipal Claude Uldry et M. Christian Gobat, chef du service des finances. Elle les remercie pour leur présence et leurs explications.

Par la voie de ce préavis, le Conseil communal est invité à octroyer à la Municipalité une autorisation générale de plaider pour la législature 2011-2016. Une telle autorisation, conforme à l'article 25 du Règlement du Conseil, est accordée à l'Exécutif depuis de nombreuses législatures et la Commission des finances n'a pas d'objection à recommander son renouvellement pour la nouvelle législature. Comme pour les préavis No1, 2 et 4, et pour les mêmes motifs, il est nécessaire que l'autorisation soit prolongée jusqu'au 31 décembre 2016.

La nature de cette autorisation générale de plaider est identique à celle de la législature passée. Elle distingue les deux situations suivantes :

La Commune est défenderesse : l'autorisation de plaider n'est pas limitée par la valeur du litige. Lorsque la justice est actionnée contre la Commune, ce qui arrive régulièrement (ex. recours dans le domaine de l'urbanisme), la Municipalité prend les mesures nécessaires pour défendre les intérêts de la Commune.

La Commune est demanderesse : l'autorisation de plaider est accordée pour autant que la valeur litigieuse ne dépasse pas 100'000 francs. Pour des litiges d'un montant plus important, le Conseil communal reste compétent pour décider d'engager une procédure, la demande lui étant adressée par voie de préavis.

Conclusion

Au vu de ce qui précède, la Commission unanime vous recommande, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, d'accepter le préavis municipal N°3 en prenant les décisions suivantes :

Le Conseil communal de Nyon

Vu le préavis N° 3 concernant les autorisations générales de plaider pour la législature 2011-2016,

ouï le rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,

attendu que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

décide :

1. Lorsque la Commune agit en tant que défenderesse, La Municipalité bénéficie d'une autorisation générale de plaider.
2. Lorsque la Commune agit en tant que demanderesse, la Municipalité est autorisée à plaider dans les seules procédure dont la valeur litigieuse est inférieure ou égale à 100'000 francs.
3. La présente autorisation est valable pour la durée de la législature 2011-2016 et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales.

La Commission des Finances

Mme	NELISSEN	Bernadette	
MM	CARRARD	Raymond	Rapporteur
	CORNU	Yvan	
	DE GARRINI	Luciano	
	GIRARD	Pierre	Président
	MORA	Braulio	
	PERRET	Philippe-Jean	
	PEZZOLI	Olivier	
	PITTET	Jacques	
	SAUGY	David	